



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté-Égalité-Fraternité  
Département de la Dordogne,  
Arrondissement de Sarlat

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 9 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mil vingt-deux, le 9 septembre, à 20 H 30, les membres du conseil municipal de la commune de Montignac-Lascaux se sont réunis dans la salle du conseil municipal sur convocation qui leur a été adressée par le Maire, conformément aux articles L 2121-7 et L 2122-8 du code général des collectivités territoriales.

Date de convocation du conseil Municipal : 2 septembre 2022

**PRESENTS :** M. MATHIEU Laurent, Mme GAUTHIER PEIRO Marie-France, Mme BAUDRY Josette, M. BOSREDON Michel, M. CARBONNIERE Jacques, Mme RAYNAL-GISSON, Brigitte, M. COLIN Olivier, Mme LABROUSSE Chantal, M. LOISEAU Stéphane, Mme CABANEL Sophie, Mme HIAUT Marie-Paule, Mme SGRO fabienne, M. SCHREINER Gabriel, Mme Carolina SEGUY, M. TEILLAC Christian, Mme FONTALIRAN Nathalie, M. CHAVANEL Bernard, Mme LACOUR-MERLE Carine

**ABSENTS AVEC PROCURATION :** Mme BOUKHELIFA Zarha pouvoir à M. MATHIEU Laurent, Mr REGNIER Bernard pouvoir à Mme BAUDRY Josette, M. MARZIN Ludovic pouvoir à Mme GAUTHIER PEIRO Marie-France, M. LEFEBVRE Bernard pouvoir à Mme LABROUSSE Chantal.

**ABSENTS :** Mme MENUGE Céline

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut délibérer.

Le conseil a choisi pour secrétaire Mme BAUDRY Josette

### 202201059

#### **Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat -projet de convention partenariale**

Vu la convention OPAH RR de la Vallée de l'Homme du 10 décembre 2021.

Dans le cadre de l'élaboration du PLUi et du PCAET de la Vallée de l'Homme, la problématique de la rénovation de l'habitat est apparue comme primordiale. La mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat peut répondre à cette problématique.

L'étude pré-opérationnelle a soulevé un certain nombre d'enjeux qui constituent les axes prioritaires d'intervention de la convention de l'OPAH.

Les thématiques spécifiques pour l'amélioration de l'habitat retenues sont :

- une thématique mixte entre rénovation énergétique et adaptation des logements,
- des actions ciblées par secteur dans les centres des pôles structurants pour la résorption de la vacance et la remise en état d'une partie du parc de logements,
- des thématiques de rénovation spécifiques pour des projets exemplaires ou recourant à des matériaux biosourcés, des aménagements des espaces publics (rues, façades).

La mise en place de l'OPAH, réalisée à l'échelle de la communauté de communes, permet de mobiliser des financements de l'Etat, du Département et d'autres financeurs selon les travaux réalisés. L'animation du programme, est réalisée en régie par la communauté de communes, est également co-financée par ces partenaires.

Monsieur le Maire présente les grandes lignes du programme établi par la communauté de

communes en partenariat avec les communes et les partenaires financiers. Les participations de chacun sont récapitulées dans le tableau en annexe.

Il rappelle les engagements des communes associées à participé à cette opération :

| Thématiques                                   | Principes d'intervention   | Montant                          |
|---|--|----------------------------------|
| Propriétaires bailleurs travaux lourds        | Plafond de travaux à 80 000 €<br>Ouvert sur Montignac, Le Bugue, Rouffignac et Les Eyzies (secteur délimité centre bourg)  | 5 % des travaux, maximum 4 000 € |
| Propriétaires bailleurs énergie               | Plafond de travaux à 60 000 €<br>Ouvert sur Montignac, Le Bugue, Rouffignac et Les Eyzies (secteurs délimités centre bourg)  | 5 % des travaux, maximum 3 000 € |
| Ravalement façades et devantures commerciales | Ouvert sur les bourgs de Montignac et du Bugue et Rouffignac selon les secteurs délimités). La façade doit donner sur l'espace public.<br>Ouvert pour les ravalements de façade pour les propriétaires et/ou le changement devantures commerciales<br>Sans condition de ressources | Prime 2 000 €                    |

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement des communes partenaires pour l'opération sont de 220 000 € maximum, selon l'échéancier suivant :

| AE prévisionnels      | Année 1       | Année 2       | Année 3       | Année 4       | Année 5       | TOTAL          |
|-----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
|                       | En €          | En €          | En €          | En €          | En €          | En €           |
| PB travaux lourds     | 20 000        | 20 000        | 20 000        | 20 000        | 20 000        | 100 000        |
| PB énergie            | 6 000         | 6 000         | 6 000         | 6 000         | 6 000         | 30 000         |
| Façades et devantures | 18 000        | 18 000        | 18 000        | 18 000        | 18 000        | 90 000         |
| <b>TOTAL</b>          | <b>44 000</b> | <b>44 000</b> | <b>44 000</b> | <b>44 000</b> | <b>44 000</b> | <b>220 000</b> |

**Ces montants concernent les 4 communes associées au programme, pour la commune de Montignac le montant maximal à engager est 12 000 € par an.**

Il précise que les aides attribuées dans le cadre de l'OPAH concernent les publics modestes et très modestes (seuil ANAH) pour les propriétaires occupants. Les bailleurs sans condition de ressources peuvent bénéficier des aides sous réserve de pratiquer des loyers conventionnés. L'attribution des primes pour le ravalement des devantures et façades fait l'objet d'un règlement spécifique qui contient également les plans des secteurs délimités.

Afin de gagner en efficacité, le service habitat de la communauté de communes instruira les demandes et assurera la notification de ces aides.

Les aides communales seront mandatées par la commune à l'appui de la notification

d'attribution après la bonne réception des travaux par la communauté de communes qui transmettra alors les éléments nécessaires à la mise en paiement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Valide le programme et les engagements inscrits dans la convention OPAH de la Communauté de Communes Vallée de l'Homme pour la période 2022-2025.

Confirme l'engagement de la commune pour l'attribution des primes de ravalement de façades et/ou devantures à hauteur de 2000 € par dossier et valide le règlement d'intervention établi.

Confirme l'engagement de la commune pour l'attribution des aides complémentaires à celle de la communauté de communes pour les propriétaires bailleurs :

- Travaux lourds
- Prime 5 % des travaux (plafond 4 000 €)
- Rénovation énergétique - prime 5 % des travaux (plafond 3 000 €).

S'engage à inscrire les crédits nécessaires pour les aides en investissement chaque année au budget

Autorise Monsieur Le Maire à procéder au paiement des aides pour les dossiers instruits par la communauté de communes dans la limite des crédits ouverts au budget communal.

Annexes :

- Plan secteur délimité
- Objectifs et engagements des partenaires financiers
- Règlement Prime ravalement devantures et façades

**202202060**

**Acquisition de parcelles de terrain au lieu-dit « Les Beauvialles » pour le passage de canalisation d'assainissement**

Afin de constituer un passage de canalisation d'assainissement suite à un projet de lotissement, il est proposé au conseil municipal d'acquérir les parcelles de terrain d'une superficie de 249 m<sup>2</sup> environ pour la parcelle AN N° 461 et de 332 m<sup>2</sup> pour la parcelle AN N° 423 au lieu-dit «Les Beauvialles » (plan cadastral ci-annexé).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2241-1 ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

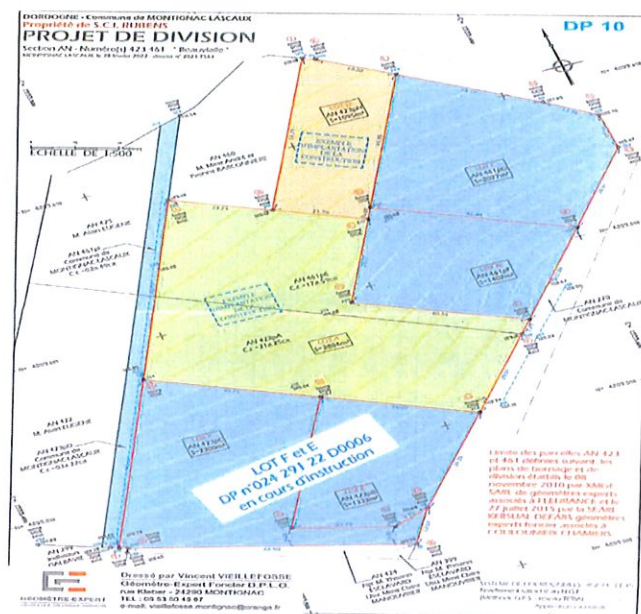
DECIDE d'acquérir les parcelles cadastrées section AN numéro 461.423 au prix d'un euro ;

**Plan ci-annexé**

**PRECISE** que tous les frais d'actes seront à la charge de la commune de Montignac-Lascaux ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition et tous actes subséquents ;

**DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour engager toutes les formalités nécessaires à l'accomplissement de cette décision.



**20203061**

**Décision modificative n° 2 : Eau**

Il convient de prévoir les crédits nécessaires selon :

- Remboursement emprunt

Il est proposé au conseil municipal d'adopter la décision modificative suivante :

| Programme/ Chapitre | Article | Sens | Désignation                                    | Diminution de crédits ouverts | Augmentation de crédits ouverts |
|---------------------|---------|------|--|-------------------------------|---------------------------------|
| 16                  | 1678    | D    | Autres emprunts et dettes                      |                               | 11 150,00 €                     |
| 020                 | 020     | D    | Dépenses imprévues                             | 8 000,00 €                    |                                 |
| 23                  | 2315    | D    | Installations, matériel et outillage technique | 3 150,00 €                    |                                 |

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**DECIDE** de procéder à la modification budgétaire susmentionnée ;

**DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour engager toutes les formalités nécessaires à l'accomplissement de cette décision.

**202204062**

**Convention de droit d'usage pour l'utilisation de réseau d'infrastructures de télécommunication**

Le maire expose que le Syndicat Mixte PÉRIGORD NUMÉRIQUE a notamment pour objet social d'établir et d'exploiter des réseaux de communications électroniques à haut et très haut débit dans le cadre d'une Convention de délégation de service public relative à l'exploitation et la commercialisation du réseau très haut débit du syndicat mixte PÉRIGORD NUMÉRIQUE signée avec la Société Publique Locale Nouvelle Aquitaine THD (« La Convention SPL »)

signée le 7 novembre 2016

La SPL « Nouvelle Aquitaine THD » a conclu une concession de service avec un groupement momentané d'entreprises composé de la société AXIONE et de la société Bouygues Energie & Services, pour l'exploitation et la commercialisation de ce réseau.

Afin d'établir le réseau de communications électroniques, le Syndicat Mixte PÉRIGORD NUMÉRIQUE sollicite la commune afin de d'obtenir l'autorisation d'utiliser partiellement son réseau de télécommunications souterrain de la Ville de MONTIGNAC-LASCAUX

La présente délibération autorise le maire à signer une convention avec le Syndicat Mixte PÉRIGORD NUMÉRIQUE pour occuper les réseaux (fourreaux Souterrains et chambres de télécommunications posées sous chaussée ou trottoir désignées) pour les besoins du déploiement du réseau de Fibre Optique situé le long des voies suivantes :

- AV DE LASCAUX
- R DE LA FONTAINE DES PERES
- R TOURNON
- AV DE LASCAUX
- RES LES BASTIDES DE LASCAUX
- R EMILE LAJUNIAS
- D704E1- Direction Le centre-ville la Fageotte
- D704E1- La grange
- Rue du Barry

Il est précisé qu'aucune indemnité ne sera versée par le Syndicat Mixte PÉRIGORD NUMÉRIQUE au propriétaire en contrepartie des droits consentis dans le cadre de la convention.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité,

**DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour engager toutes les formalités nécessaires à l'accomplissement de cette décision

**202205063**

**Adoption de l'instruction budgétaire et comptable M57**

Monsieur le Maire présente le rapport suivant

1 - Rappel du contexte réglementaire et institutionnel

En application de l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, précisé par le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015, les collectivités territoriales peuvent par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète,

résulte d'une concertation étroite entre la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL), la Direction générale des Finances Publiques (DGFIP), les associations d'élus et acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici le 1er janvier 2024

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (communes et établissement publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est voté soit par nature, soit par fonction.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget principal (+ lister les budgets annexes le cas échéant) à compter du 1er janvier 2023.

La M57 prévoit que les collectivités de moins de 3 500 habitants appliquent la M57 abrégée. Cependant, il leur est possible d'opter pour la M57 développée pour avoir des comptes plus détaillés. Toutefois, les obligations budgétaires des collectivités de plus de 3 500 habitants ne s'appliqueront pas.

L'option à la M57 développée doit être mentionnée dans la délibération. A défaut, la nomenclature prévue pour cette strate de population s'appliquera.

## 2 – Application de la fongibilité des crédits

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire.

Une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. L'autorisation de procéder à de tels virements de crédits devra être donnée à l'occasion du vote du budget. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

## 3 – Fixation du mode de gestion des amortissements en M57

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2023 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations et subventions.

La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. L'amortissement prorata temporis est calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date de mise en service de l'immobilisation.

Ce changement de méthode comptable s'appliquerait de manière progressive et ne concernerait que les nouveaux flux réalisés à compter du 1er janvier 2023, sans retraitement des exercices clôturés. Ainsi, les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités

définies à l'origine.

Pour les collectivités de moins de 3 500 habitants, l'obligation d'amortir s'applique aux seules subventions d'équipement versées. En l'absence d'information précise sur la date de mise en service de l'immobilisation financée, il est possible de retenir la date d'émission du mandat comme date de début d'amortissement.

Ceci étant exposé,

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)

Vu l'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57

Vu l'avis du comptable public en date du 25/08/2022 pour l'application anticipée du référentiel M57 avec le plan comptable abrégé/développé pour la commune de MONTIGNAC-LASCAUX au 1er janvier 2023 ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide,

**Article 1:** d'adopter, à compter du 1er janvier 2023, la nomenclature budgétaire et comptable M57 abrégée / développée.

**Article 2:** que la nomenclature M57 s'appliquera aux budgets suivants: budget principal ( + lister les budgets annexes le cas échéant );

**Article 3:** de maintenir le vote des budgets par nature et de retenir les modalités de vote de droit commun, soit un vote au niveau du chapitre pour les sections d'investissement et de fonctionnement ;

**Article 4:** de calculer l'amortissement des subventions d'équipement versées au prorata temporis ;

**Article 5 :** d'autoriser M. le maire à mettre en œuvre les procédures nécessaires à ce changement de nomenclature budgétaire et comptable et à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**202206064**

**Opération d'effacement des réseaux d'électricité » au titre du programme du Syndicat Départemental d'Energies dit de « L'article 8 » effacement rue du 4 septembre 2<sup>ème</sup> tranche -rue du Barry**

Lesquels membres présents forment la majorité de ceux actuellement en exercice et peuvent délibérer conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Maire a sollicité de Monsieur le Président du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, l'inscription d'une opération d'effacement des réseaux de distribution publique d'électricité, au titre du programme environnemental dit «de l'article 8 du Cahier des charges de concession».

Cette opération concerne : **Effacement Rue du IV Septembre 2ème tranche - rue du Barry**

L'ensemble de l'opération retenue par le syndicat représente un montant TTC estimé à **106 710,66 €**, soit **88 925,55 € HT**, dont **40 %** sont financés par le concessionnaire.

Cependant, la commune relevant du régime urbain de l'électrification, la participation financière de la collectivité est sollicitée au prorata du taux représentatif de la part de la taxe communale sur l'électricité, non reversée à l'autorité concédante, le SDE 24, appliqué sur la part financée par ce dernier, soit sur **60%** du montant HT des travaux effectivement réalisés.

A titre indicatif, sur la base de l'estimation ci-dessus, la participation de la commune s'établirait ainsi qu'il suit :

|   |                     |
|---|---------------------|
| - Montant estimé de l'opération TTC:              | <b>106 710,66 €</b> |
| - Montant estimé de l'opération HT:               | 88 925,55 €         |
| - Restant à financer (60% HT):                    | 53 355,33 €         |
| - Taux de taxe communale non reversée au SDE 24 : | 50 %                |
| - <b>Participation communale demandée :</b>       | <b>26 677,66 €</b>  |

La participation définitive qui sera demandée à la commune lors de l'émission d'un titre de recette par le SDE 24, sera calculée par rapport au montant du décompte définitif récapitulatif des travaux et prestations effectivement réalisés.

Il convient de solliciter l'accord de l'assemblée délibérante sur cette participation à l'opération d'effacement qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne.

Le conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité,

- **ACCORTE** la participation financière de la commune à l'opération d'effacement de réseaux considérée, dans les conditions qui viennent de lui être exposées ;

- **S'ENGAGE** à créer les ressources nécessaires au paiement des sommes dues au SYNDICAT sur la base du calcul provisoire qui vient d'être évoqué ;

- **S'ENGAGE** à modifier cette somme en fonction du montant définitif des travaux effectivement réalisés, au vu du décompte définitif;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires qui seront à établir à cet effet.

**202207065**

**Subventions aux associations à caractère culturel 2022**

Il est proposé au Conseil Municipal d'accorder une subvention aux associations à caractère culturel pour l'année 2022.



Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2311-7 ;  
Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,  
**DECIDE** d'attribuer une subvention aux associations à caractère divers suivantes :

| Associations           | Montant  |
|------------------------|----------|
| Association « VISARA » | 250.00 € |

**DIT** que les crédits sont inscrits au budget communal 2022 ;  
**DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour engager toutes les formalités nécessaires à l'accomplissement de cette décision.

**202208066**

**Tarifs commensaux-Catégorie C**

Vu le code général des collectivités territoriales ; Vu le décret n°2006-753 du 29 juin 2006 relatif aux prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public ;

Vu la délibération en date du 10 juin 2022 portant fixation des tarifs de restauration,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **FIXE** les tarifs des repas à compter du 1er octobre 2022 à :

- 3,00 € pour les commensaux (agent de la commune de catégorie C ou dont l'indice est au plus égal à l'INM 473).

**DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire ou à son représentant pour engager toutes les formalités nécessaires à l'accomplissement de cette décision ;

**202209067**

**Modification du taux maximal de l'indemnité Spéciale Mensuelle de Fonction applicable au cadre d'emplois des agents de police municipale**

Le conseil municipal,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L714-4 à L714-13,

Vu le décret n°97-702 du 31 Mai 1997 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des agents de police municipale et du cadre d'emplois des gardes champêtres modifié par le décret n° 20178215 du 20 Février 2017,

Vu la délibération municipale n° 201412080 du 28 Mai 2014 relative à la mise à jour du régime indemnitaire des agents communaux et fixant le régime indemnitaire spéciale mensuelle de fonction applicable au cadre d'emplois des agents de la police municipale,

**CONSIDERANT** que le décret susvisé n° 2017-215 du 20 Février 2017 permet aux Collectivités Territoriales de porter le taux maximal de l'Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonction applicable au cadre d'emplois des agents de la police municipale de 18 % à 30 %

**CONSIDERANT** l'évolution progressive des missions des agents du service de la police municipale et de leurs conditions d'exercice, il est proposé d'augmenter le taux maximal de cette indemnité

Le Conseil Municipal et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**DECIDE** que le taux de l'Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonction applicable aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale et exerçant effectivement des fonctions de police municipale est porté au maximum de 30 % du traitement brut mensuel soumis à retenue pour pension, à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2022,

PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2022,

DONNE MANDAT à Monsieur Le Maire pour engager toutes les formalités nécessaires à l'accomplissement de cette décision,

INFORME que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication

**202210068**

**Election de la commission consultative des services public locaux**

Vu le code des collectivités territoriales, et notamment sa quatrième Partie, ainsi que les articles L1411-1 et suivants ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Maire ;

Au vu de la liste unique des candidats pour l'élection des membres titulaires et suppléants de la commission de délégation de service public déposée auprès de Monsieur le Maire de Montignac-Lascaux et établie comme suit :

| TITULAIRES          | SUPPLEANTS          |
|---------------------|---------------------|
| CARBONNIERE Jacques | SCHREINER Gabriel   |
| FONTALIRAN Nathalie | LACOUR-MERLE Carine |
| MARZIN Ludovic      | BAUDRY Josette      |

Le Conseil Municipal ayant décidé à l'unanimité de procéder à l'élection au vote à scrutin public, conformément à l'article L.4132-14 du Code Général des collectivités territoriales.

Le conseil Municipal ayant procédé au vote,

Constata les résultats suivants :

- La liste obtient 22 voix

Sont élus membres de la commission consultative des services publics locaux :

| TITULAIRES          | SUPPLEANTS          |
|---------------------|---------------------|
| CARBONNIERE Jacques | SCHREINER Gabriel   |
| FONTALIRAN Nathalie | LACOUR-MERLE Carine |
| MARZIN Ludovic      | BAUDRY Josette      |

**LE MAIRE**  
**Laurent MATHIEU**



Date d'affichage : 23 septembre 2022

*Conformément à l'article L. 2121.26 du Code Général de Collectivités Territoriales, les procès-verbaux des séances du Conseil Municipal peuvent être consultés par toute personne en faisant la demande à la Commune, en mairie de Montignac-Lascaux.*